

Extrait du projet de Compte-Rendu de la Réunion exceptionnelle du Conseil Territorial de l'Environnement N°7 (projet de compte rendu du Comité de Coordination Technique Territorial INTEGRE N°4)

Date de la réunion : Jeudi 17 Septembre 2015

Date du CR : 17/09/2015

Lieu : Salle Opérationnelle de l'Administration Supérieure

Rédigé par : Julie PETIT

Liste des participants :

Liste de diffusion du CR :
Equipe Integre

- Marcel RENOUF (Préfet, Administrateur du Territoire),
- Robert LAUFOAULU (Sénateur de Wallis et Futuna),
- Mahe FOTUAIKA (Ministre coutumier d'Uvéa chargé de l'environnement),
- Patrick (Secrétaire de la Chefferie d'Uvéa),
- Petelo TAUFANA (Président de la Fédération Haofaki te Ulufenua),
- Un secrétariat de la fédération Haofaki te Ulufenua,
- Arnaud GANDON (Chef Service des TP),
- Samuele KOLOKILAGI (Chef Service des affaires économiques et du développement),
- Christian VAAMEI (Président du Conseil consultatif éco et social),
- Soselito (Circonscription d'Uvéa),
- Carole MANRY (Adjointe du Service de la Coordination des politiques publiques et du développement),
- Atoloto MALAU (Chef du Service de l'Environnement),
- Didier LABROUSSE (chef de l'Antenne du Service de l'Environnement),
- Falakika TUHIMOTU (Ajointe Service Territorial de l'Environnement),
- Karine BRUNET (Responsable eau Service de l'Environnement),
- Pauline BOSSERELLE (Chargé de mission biodiversité Service de l'Environnement),
- Julie PETIT (CPS).

Invités :

- Jean Christophe LEFEUVRE (Conservation International NC),
- Selma HAOUET, (IUCN France / Conservation International NC),
- Melina FOTOFILI (Bureau d'étude).

Objet de la réunion :

Dossiers relatifs à la protection de l'environnement, au patrimoine naturel, aux énergies renouvelables, à la gestion et valorisation des déchets et au développement durable.

Relevé de Décision : le Compte rendu global étant en cours de validation. Ce document constitue donc un extrait du projet de relevé de décisions du Conseil Territorial de l'Environnement.

Le Conseil Territorial de l'Environnement et du Développement Durable :

Le conseil Territorial de l'Environnement et du Développement Durable, crée par l'arrêté N°2013-293 du 18 Juillet 2013, est une instance en charge d'examiner et d'émettre des avis sur les différents dossiers relatifs à la protection de l'Environnement, au patrimoine naturel, aux énergies renouvelables, à la gestion et valorisation des déchets et au développement durable.

Par ailleurs, la tenue de réunions est l'occasion d'échanges et de débats entre les élus, les chefferies et les autorités administratives avec un spécialiste sur un sujet relatif à la protection de l'environnement autour de ces thématiques, afin de renforcer la compréhension et la prise en compte de l'environnement.

Ces réunions peuvent se réunir à Futuna si des questions environnementales concernent essentiellement Futuna, sous forme de commission, et plusieurs comités seront créés pour traiter des questions plus spécifiques.

Lors de ces réunions, outre différents dossiers traités par le Service de l'Environnement, un invité est sollicité pour réaliser une intervention sur une problématique spécifique.

La première réunion du Conseil territorial de l'environnement et du développement durable s'est tenue le jeudi 3 octobre 2013 de 9h30 à 12h à la salle opérationnelle de l'Administration supérieure.

La deuxième réunion de cette instance a permis de valider le rôle du Conseil Territorial de l'Environnement dans le suivi avancements d'INTEGRE. Il vaut donc CCTT (Comité de Coordination Technique Territorial), au sens des Conventions de cadrage du projet INTEGRE.

Le projet INTEGRE : Initiative des Territoires du Pacifique Sud pour la Gestion Régionale de l'Environnement :

La présentation est assurée par Julie Petit (CPS – Coordinatrice adjointe INTEGRE Wallis& Futuna) :

En introduction, la Coordinatrice Adjointe a rappelé les points essentiels du projet INTEGRE (projet de gestion intégrée des zones côtières). Le projet se déroule simultanément sur 4 Territoires (Nouvelle Calédonie, Polynésie française, Wallis & Futuna et Pitcairn) et dispose d'un budget de 12 millions d'euros financé par l'Union Européenne (enveloppe du 10^{ème} FED Régional PTOM Pacifique) sur la durée des 4 ans du projet (2013-2017). La maîtrise d'ouvrage du projet est assurée par la Polynésie française et la maîtrise d'œuvre par la CPS. Après un rappel des sites pilotes du Territoire (Wallis et son lagon ; Futuna), les deux objectifs généraux d'INTEGRE sont énoncés :

- Promouvoir le Gestion Intégrée des Zones Côtières (GIZC) et renforcer la coopération régionale dans le domaine du développement durable.
- Contribuer à gérer ou valoriser durablement l'environnement des PTOM dans l'intérêt des populations.

Les composantes techniques du projet sur lesquelles reposent les activités du programme sont décrites : la composante 1 (planification et mise en réseau) est la partie transversale du projet, et la composante 2 rassemble les activités de mise en œuvre de la gestion intégrée dans les sites pilotes. En complément, il est indiqué les budgets de ces composantes avec la somme allouée spécifiquement à Wallis et Futuna (858 000 euros soit 102 385 140 Fcfp).

Présentation de Jean Christophe LEFEUVRE (Conservation International NC) et Selma HAOUET, (IUCN France / Conservation International NC), sur le bilan des profils d'écosystèmes de Wallis et Futuna :

- Profil d'écosystèmes de Wallis et Futuna : rappels sur le projet et présentation des résultats sur Wallis et Futuna. Point sur les fonds BEST 2.0 dont les AO sont ouverts depuis lundi pour les fonds moyens (jusqu'à 400 000 euros) jusqu'en Novembre.

Questions :

- **Robert LAUFOAULU (Sénateur de Wallis et Futuna) : question globale sur l'environnement, cela n'a pas été intégrée à la présentation ?**
- **Jean Christophe LEFEUVRE (Conservation International NC) précise que le profil d'écosystème est un état des lieux qui doit se décliner en plans d'action, en stratégie. Et que justement les stratégies vont s'appuyer sur cet état des lieux, et qui vont être présentées lors de la présentation suivante.**
- Stratégie pour la biodiversité de Wallis et Futuna : points sur l'intégration régionale, la stratégie, l'importance biologique du territoire, les menaces pesant sur la biodiversité, les pollutions, les sur-prélèvements, le changement climatique et les catastrophes naturelles, les espèces envahissantes, le plan d'action biodiversité, le plan d'action espèces envahissantes et les perspectives.

Questions :

- **Jean Christophe LEFEUVRE (Conservation International NC) précise que la stratégie pour la biodiversité à WF : profil d'écosystèmes orienté sur les régions d'Outre Mer européennes.**
- **Robert LAUFOAULU (Sénateur de Wallis et Futuna) : sur les budgets inscrits, rien n'a pour le moment été engagés dans les projets en cours ?**
- **Atoloto MALAU (Chef Service Environnement), précise qu'une mission d'estimation des stocks d'holothuries va avoir lieu dans les semaines qui viennent, et qu'elle s'inscrit dans ce cadre.**
- **Jean Christophe LEFEUVRE (Conservation International NC) précise également qu'une formation d'un agent du Service de l'Environnement a également pu être effectuée dans ce cadre sur l'éradication des rats (formation aux Tonga).**

Présentation de Julie PETIT (CPS) sur l'état d'avancement des projets INTEGRE à WF :

- Sur la gouvernance de la composante 2 : il est indiqué que le dernier comité de pilotage INTEGRE a eu lieu en Mai dernier où la CE a souligné ses préoccupations concernant les dépenses insuffisantes / échéances. Dans ce cadre, des réaffectations budgétaires en fin d'année pourront être faites pour des actions qui ne démarrent pas ou qui n'avancent pas. Il est également indiqué que le rapport annuel du projet a été transmis aux membres du COFIL en Aout. De plus, à noter que pour WF, des avenants ont été signés pour allouer des fonds sur des actions qui avaient été mises en attente de la répartition du reliquat de la C2.
- Composante 2 : Budget révisé : avec justement l'indication du budget supplémentaire alloué à WF sur le reliquat de la C2 soit 290 000 euros.
- Rapport annuel : Fiches de suivi FW : il est indiqué que le rapport annuel est composé de fiches de suivi par territoire. Pour WF, ces fiches représentent les actions qui ont été regroupées par sites (transversal, W et F) et par thèmes (Déchets, eau, sensibilisation...).
- WF : Activités transversales – Bilan : Traitement des déchets, Démarche de GIZC, Sensibilisation, et réseaux de fermes bio. Il est indiqué que sur le traitement des déchets, deux AO ont été publiés (site CPS) sur l'exportation des huiles et des batteries, et que la date pour les retours a été fixée au 11 septembre, et que donc on commence tout juste à les étudier. Pour information, certaines, notamment sur les huiles, indiquent un budget très supérieurs à l'estimation qui avait été faite, il

faudra donc prendre certaines décisions en fonction des priorités. Concernant la démarche à la GIZC, un AO a été publié pour un appui régional d'un expert sur la GIZC qui viendra régulièrement sur WF et formera un animateur (dont l'AO a été publié il y a deux jours sur le site de la CPS) qui sera basé sur W et qui devra élaborer ce plan d'action. Cet AO animateur est international et toutes les réponses seront étudiées début octobre.

- WF : activités transversales – Focus huiles / batteries : rappel sur le fait que le STE a acquis un ISOTANK pour l'exportation des huiles, et que des pré analyses sur les huiles ont été réalisées pour détecter du Chlore et PCB. Deux missions ont eu lieu à W et à F dans le cadre de l'activité régionale déchets : ces missions avaient pour objectifs d'estimer précisément les stocks d'huiles et de batteries, de réaliser des formations auprès des agents des CET de W et de F, et de proposer des préconisations pour une gestion pérenne. Les AO sur les huiles et batteries ont été publiés par la CPS et les réponses sont en cours d'étude. Une fois la sélection du prestataire effectuée, il faudra réaliser des analyses des huiles plus précises et un appui politique pourra être demandé pour obtenir les autorisations de transit dans les pays voisins.
- WF-Wallis-Bilan : Le renforcement du CET, la mise en place d'action de sensibilisation (les projets portés par le Lycée ont été reportés à l'année prochaine), le traitement et la valorisation des déchets, et la gestion de l'eau. L'ensemble de ces thèmes sont présentés ainsi que leur avancement technique et financier.
- WF-Wallis-Focus renforcement du CET : le projet prévoit la réalisation d'un nouveau casier, dont les travaux prennent du retard. A noter que sur le casier avec l'appui de la composante régionale, une mission d'échanges avec Fidji a été validée pour que des agents du Service puissent se rendre sur place pour étudier la mise en place à W d'un casier selon la méthode Fukuoka. Renforcement des moyens de gestion : dans le cadre d'INTEGRE, le CET a déjà pu se doter d'un compacteur de canettes et plastique et est en train de faire des démarches pour acquérir d'autres équipements. Enfin, comme indiqué précédemment, des formations sont aussi assurées telles que celles sur les huiles et batteries.
- WF-Futuna-Bilan : les actions à Futuna se déroulent bien, la fermeture de la décharge de Nanu'u est en cours avec l'acquisition de bennes de transfert. Les équipements du CET de Futuna seront aussi renforcés à travers l'acquisition d'un tracteur à chenille notamment. Le thème de la gestion de l'eau : où deux stagiaires de l'ENSIL ont pu réaliser un état des lieux du SAGE. Et enfin, l'action de reboisement, menée avec la DSA et des conventions signées avec deux villages de Futuna, se déroule dans les temps.
- WF-Futuna-Focus décharge Nanu'u : la construction d'un mur littoral a été réalisé pour empêcher que les déchets continus à se déverser dans la mer. La fermeture du site n'est pas encore effective puisqu'on attend la fin des travaux de la route montant au CET. Néanmoins, des caissons de transferts ont tout de même été installés pour permettre à la population de mettre ces déchets dans ces bennes plutôt qu'à la décharge. L'utilisation de ces bennes est bien suivie par la population et ces bennes sont ensuite montées au CET par les agents du Service de l'environnement. Enfin, comme à W, les agents peuvent bénéficier de formations (huiles, batteries, utilisation de matériel...).
- Composante 1- budget révisé : il est rappelé les thèmes retenus sur la composante 1 avec les budgets révisés validés lors du comité de pilotage du mois de mai.
- Activité régionale Ateliers : il est indiqué que le premier atelier régionale a eu lieu en PF sur le tourisme durable où une délégation de WF a participé et a pu échanger avec les participants présents et présenter un projet de mise en tourisme pour WF.

- **Activité régionale ferme bio** : il est indiqué le lancement du projet sur les 3 territoires avec pour WF trois partenaires impliqués : DSA, Lycée agricole et CCIMA, sur 3 modules (fertilité des sols, maladies et ravageurs et matériel végétal). Deux missions ont déjà été réalisées et la 3eme va bientôt avoir lieu. Il est également indiqué que le premier atelier agri bio se tiendra en NC et qu'une délégation de WF va y participer à travers la présence de techniciens des trois partenaires et des agriculteurs de W et de F.
- **Activité régionale déchets** : 10 actions ont été retenues qui s'articulent avec les plans d'actions des territoires. A noter également que le prochain atelier se tiendra à W sur les déchets en Avril 2016.
- **Activité régionale déchets** : l'ensemble des activités est rappelé avec focus sur celles concernant WF.
- **Activité régionale échanges miroirs** : 7 projets ont été retenus dont les deux soumis par WF. Un sur la mise en place d'un casier selon la méthode Fukuoka concernant le Service de l'Environnement. Et un sur un échange d'expérience sur les processus de fabrication d'huile vierge de coco (en partenariat avec le projet RITA) qui est en cours.
- **Perspectives – temps forts 2015-2016** : composante 2 WF : exportation des huiles et batteries, renfort du processus de tri à WF, projets de sensibilisation avec les collèges, état des lieux du SAGE de Futuna, début du reboisement des bassins versants de Futuna.
- **Perspectives – temps forts 2015-2016** : composante 1 WF : prochain atelier technique à W en Avril 2016 sur les déchets, atelier régional agriculture biologique en Calédonie la première semaine de Novembre, un mini atelier méthodologique sur la GIZC à la fin du mois à Nouméa. Et le prochain appel à proposition pour les projets d'échanges.

Questions :

- **Robert LAUFOAULU (Sénateur de Wallis et Futuna)** : Pourquoi les projets prennent du retard ?
- **Julie PETIT (CPS)** précise que les projets sont portés par des institutions mais aussi des personnes et que le turn over des acteurs peut parfois ralentir le planning établi des projets. De plus, parfois certains détails techniques ou administratifs font que le projet prend du retard.
- **Robert LAUFOAULU (Sénateur de Wallis et Futuna)** : a noté que l'exportation des huiles et des batteries est financé via INTEGRE, quand est il de l'aide de l'ADEME dont il avait été question à un moment ?
- **Atoloto MALAU (Chef Service Environnement)** : précise que l'ADEME a été informé et le Service souhaite une concertation avec l'ADEME pour qu'il puisse aider, mais pour le moment ce n'est pas le cas.
- **Robert LAUFOAULU (Sénateur de Wallis et Futuna)** : demande à revoir la diapo sur la répartition budgétaire sur les 4 PTOM de la région. Le Sénateur précise qu'il serait bien que lors de la répartition budgétaire qui sera faite sur le 11eme FED, que l'on tienne compte du fait que 2 collectivités sont moins développées sur les 4. Ce fait avait été pris en compte par l'Etat sur le 10ème FED mais ce n'est pas le cas pour le moment sur le 11eme FED. De la même manière, ceci est aussi à considérer au niveau des thèmes, et que ce ne soit pas la NC et la PF qui définissent les thèmes.

Présentation de Melina FOTOFILI (Bureau d'étude mandaté par le Service de l'Environnement pour réaliser un diagnostic sur l'assainissement à W et à F) :

- La présentation rappelle le contexte de l'étude, et fait un état des lieux selon différents paramètres (climatologique et géologique, urbanisation, agriculture). L'étude est basée sur des enquêtes qui permettent de réaliser une analyse de l'état des lieux et un diagnostic. Enfin, la fin de la présentation permet de présenter une notion de schéma directeur.

Questions :

- **Robert LAUFOAULU (Sénateur Wallis et Futuna) : Précise que cette étude est la première de ce genre mais qu'elle est la suite ? Et voudrait savoir si durant l'enquête il a pu être constaté habitations qui ne disposaient pas de sanitaires ?**
 - **Amalia FOTOFILI (BE) précise qu'effectivement certaines habitations ne comportent pas de toilettes, mais que cet état de fait est aussi visible dans les foyers qui pourraient avoir des moyens.**
 - **Atoloto MALAU (Chef Service Environnement) précise que dans le cadre du SAGE à W un plan d'action sera proposé ; Même si il semble difficile de mettre en place tout de suite une réglementation, il pourra être proposé un guide technique qui sera appuyé par des actions de sensibilisation.**
- **Le Sénateur pense que ces initiatives sont très intéressantes et doivent être faites mais le Service de l'Environnement dispose-t-il des moyens humains pour assurer toutes ces actions ?**
 - **Atoloto MALAU (chef Service de l'Environnement) confirme que non, il n'a pas les moyens humains nécessaires pour assurer toutes ces missions.**

Commentaire [JP1] : A signaler que dans le cadre d'INTEGRE / Service de l'Environnement, une étude similaire a été réalisée durant en 2014. Et que ces travaux ont été présentés au CTEDD d'octobre 2014 (Melissa LECABLE, 2014. Contribution au diagnostic de l'assainissement individuel et de l'élevage de l'île d'Uvea. Ensil/Service Environnement/INTEGRE : 133p). Ce rapport très complet s'appuie également sur des enquêtes domiciliaires réalisées durant 3 mois sur W.

Présentation de Karine BRUNET (Responsable eau, Service de l'Environnement) sur l'état des lieux du SAGE futuna & Alofi – Etat initial et diagnostic :

- La présentation débute par des rappels réglementaires et sur la géographie de Futuna et d'Alofi. Ensuite il est présenté les pressions importantes qui doivent être prises en compte, et les enjeux qui doivent être considérés. Enfin, il est indiqué le mode opératoire de l'étude via le système d'enquêtes domiciliaires qu'ont réalisés les stagiaires de l'ENSIL durant les trois mois. Les conclusions sont ensuite présentées sur le fait de manquer d'information au sein de la population en ce qui concerne l'eau potable et sur les divergences au sein même de la population sur la volonté d'avoir ou non une eau potable à Futuna.

Enfin deux questions sont soulevées par Atoloto MALAU concernant le fonctionnement du CTEDD :

- Sur le fonctionnement même du CTEDD et sur la participation des chefferies de Futuna : Atoloto précise que les chefferies de Futuna ont des difficultés financières pour être présentes aux 4 CTEDD / an qui sont organisés.
 - **Mahe FOTUAIKA (Ministre coutumier d'Uvée chargé de l'environnement), précise qu'il pourrait être bien qu'Atoloto puisse faire un retour aux chefferies de Futuna lors de déplacement à Futuna.**
 - **Robert LAUFOAULU (Sénateur Wallis et Futuna) propose que des CTEDD se tiennent aussi à Futuna, et pourrait envisager 2 CTEDD à W et 2 CTEDD à Futuna.**
- Une demande a été faite par le Conseil Consultatif Economique et Social de devenir membre du CTEDD.
 - Monsieur le Préfet indique qu'il a besoin de réfléchir à la demande et ne peut pas apporter de réponse tout de suite.
 - **Mahe FOTUAIKA (Ministre coutumier d'Uvée chargé de l'environnement), précise qu'il est favorable à l'intégration du CCES en tant que membre du CTEDD.**